



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Accord-cadre de prestations d'organisation
d'animations musicales dans le cadre de
l'évènement annuel de
"Toulouse Commerces en fête" pour les années
2026, 2027 et 2028**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 02 mars 2026 à 12 :00

Chambre de Commerce et d'Industrie Toulouse Haute-Garonne
2 Rue d'Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation et montant maximum	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.6 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation.....	4
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire relatifs à la candidature	5
5.2 - Documents à produire relatifs à l'offre.....	6
5.2 - Prévention des conflits d'intérêts	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1 - Transmission électronique.....	7
6.2 - Transmission sous support papier.....	8
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures.....	8
7.2 - Attribution des accords-cadres et des marchés subséquents	8
7.2.1 – Attribution des accords-cadres.....	8
7.2.2 – Attribution et analyse de conformité des marchés subséquents.....	9
LOT 1 – Animations artistiques	10
LOT 2 – Plan média / communication	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
7.4 - E-attestations	10
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
8.2 - Procédures de recours.....	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Accord-cadre de prestations d'organisation d'animations musicales et d'élaboration de plans média dans le cadre de l'évènement annuel de "Toulouse Commerces en fête".

Dans une démarche de soutien de l'économie locale, la CCI de Toulouse et Toulouse Métropole organisent l'évènement « Toulouse Commerces en Fête ».

Dans le cadre de l'organisation de cet évènement, un partenariat a été conclu entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse, Toulouse Métropole, la Fédération des Associations de Commerçants, artisans et professionnels de Toulouse et l'Agence d'Attractivité afin d'organiser l'évènement "Toulouse Commerces en Fête".

Cet évènement a lieu annuellement dans le centre-ville (a priori pendant le Week-end de l'ascension, date prévisionnelle 2026 : 14,15 et 16 mai) de Toulouse et aura pour objet la création d'un afflux de consommateurs via l'animation musicale sur l'espace public.

Dans le cadre de ce partenariat, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse désignera, par attribution du présent marché, un titulaire en charge des prestations d'animations musicales et un titulaire en charge de l'élaboration des plans média.

Lieu d'exécution :

TOULOUSE

31000 Toulouse

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique relatives aux marchés passés en procédure adaptée pour les services sociaux et autres services spécifiques.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

La consultation porte sur la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire (par lot) à marchés subséquents avec la remise simultanée d'un marché subséquent relatif à la première édition de l'évènement. Les délais d'exécution sont définis à chaque marché subséquent par le titulaire.

La périodicité prévisionnelle d'émission des marchés subséquents est la suivante :

-un marché subséquent annuel correspondant à l'évènement Toulouse Commerces en Fête.

1.4 - Décomposition de la consultation et montant maximum

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot	Désignation	Montant maximum par période en € TTC
01	Animations musicales et artistiques	85 000,00 €
02	Plans média avec achats d'espaces publicitaires	80 000,00 €

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

L'accord-cadre est conclu par périodes annuelles, chacune assortie d'un montant maximum cité ci-dessus. Pour chaque période, un unique marché subséquent sera conclu au titre de l'organisation de l'évènement

annuel. Le montant maximal de chaque marché subséquent ne pourra excéder le montant maximum fixé pour la période considérée. Aucun marché subséquent ne pourra être conclu au-delà de ce plafond.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79952000-2	Services d'organisation d'événements

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Accord-cadre :
 - L'acte d'engagement (AE) du LOT 1
 - L'acte d'engagement (AE) du LOT 2
 - Le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre commun aux deux lots
 - Le détail quantitatif estimatif (DQE) de l'accord-cadre du LOT 1
 - Le détail quantitatif estimatif (DQE) de l'accord-cadre du LOT 2
 - Le cadre de réponse technique (CRT) de l'accord-cadre du LOT 1
 - Le cadre de réponse technique (CRT) de l'accord-cadre du LOT 2

- Marché subséquent n°1 :
 - Le cahier des clauses particulières (CCP) du MS 1 – LOT 1
 - Le cahier des clauses particulières (CCP) du MS 1 – LOT 2
 - Le cadre de réponse technique (CRT) du MS 1 - LOT 1
 - Le cadre de réponse technique (CRT) du MS 1 - LOT 2
 - L'annexe financière du MS 1 - LOT 1
 - L'annexe financière du MS 1 - LOT 2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire relatifs à la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » (formulaire DC1), dûment complété, date et signé
La « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (formulaire DC2), dûment complété
Numéro d'identification unique de la société (SIREN)
Le cas échéant, une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat,
Copie du ou des jugements prononcés habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, similaires à l'objet du marché

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Une certification environnementale ou équivalent serait un plus.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 - Documents à produire relatifs à l'offre

Pièces de l'offre de l'accord-cadre et du marché subséquent n°1 :

La consultation porte sur la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire et la remise simultanée d'un marché subséquent n°1 relatif à la première édition de l'événement de l'année 2026.

- Pièces de l'offre de l'accord-cadre à remettre par le candidat :**

Les candidats devront fournir, pour l'accord-cadre, les pièces et informations nécessaires à l'appréciation de leur capacité globale et méthodologie.

Libellés
Le cadre de réponse technique (CRT), dûment complété, daté et singé
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment complété, daté et singé
La détail quantitatif estimatif (DQE) dûment complété, daté et signé

- Pièces de l'offre du marché subséquent n°1 à remettre par le candidat :**

Les candidats devront également fournir, pour le marché subséquent n°1 les éléments suivants :

Libellés
Le cadre de réponse technique (CRT) pour l'événement du pont de l'ascension de 2026, dûment complété, daté et singé
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), dûment complété, daté et singé

L'offre relative au premier marché subséquent devra être cohérente avec les engagements techniques et financiers proposés dans le cadre de l'accord-cadre. En cas d'incohérence manifeste, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Prévention des conflits d'intérêts

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection. Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure. En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : e.requena@occitanie.cci.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres et des marchés subséquents

Les critères de sélection s'appliquent exclusivement à l'accord-cadre.

Toutefois, l'offre remise au titre du premier marché subséquent (et suivants) fait l'objet d'une analyse spécifique visant à vérifier l'adéquation de l'offre technique (cadre de réponse technique de chaque MS) et financière (annexe financière de chaque MS) au cahier de clauses particulières émis par la CCI à chaque demande de marché subséquent, et cela selon les critères définis ci-après. Cette analyse n'emporte pas remise en concurrence.

7.2.1 – Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante. Ils s'appliquent exclusivement à l'accord-cadre et visent à apprécier la capacité du candidat à répondre au besoin sur l'ensemble de sa durée :

Pour le lot n°01 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au vu du total du détail quantitatif estimatif (DQE)	40.00
2-Valeur technique de l'offre au vu des informations renseignées par le candidat dans son cadre de réponse technique	60.00
2.1-Organisation et méthodologie : capacité à gérer multi-scènes, modalités de coordination des équipes, capacité à absorber des variations (nombre de scènes, jauges, météo)	15.00
2.2-Démarche artistique : ligne artistique générale, diversité des formats, prise en compte du public cible	15.00
2.3- Références récentes d'événements comparables en termes de complexité organisationnelle, notamment en matière de gestion simultanée de plusieurs scènes ou prestations artistiques	15.00
2.4-Qualité des moyens humains et techniques mobilisables : équipe projet, expérience de profils, moyens matériels disponibles au réseaux partenaires	10.00
2.5-Performances en matière de développement durable pour l'exécution des prestations	5.00

Pour le lot n°02 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au vu du montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	40.00
2-Valeur technique au vu des informations renseignées par le candidat dans son cadre de réponse technique	60.00
<i>2.1-Qualité de la démarche stratégique et méthodologique : pertinence de la méthodologie proposée pour l'élaboration d'un plan média événementiel : analyse des cibles, choix des canaux et supports, articulation online et offline, phasage, capacité d'adaptation aux contraintes locales</i>	20.00
<i>2.2-Organisation des moyens humains et techniques, coordination de la production et de la diffusion des supports, respect des délais, modalités de suivi et reporting</i>	20.00
<i>2.3-Références démontrant la capacité à conduire des plans média événementiels ou des campagnes multicanales comparables</i>	15.00
<i>2.4-Performances en matière de développement durable pour l'exécution des prestations</i>	5.00

Méthode de notation :

• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5ème des points
Correct	soit : 2/5ème des points
Satisfaisant	soit : 3/5ème des points
Très satisfaisant	soit : 4/5ème des points
Parfaitement adapté	soit : le total des points

Les sous-critères sont détaillés au sein du cadre de réponse technique.

• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, ou de non-réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Par principe, l'analyse des prix s'effectue sur la base des prix exprimés en € TTC.

7.2.2 – Attribution et analyse de conformité des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués automatiquement au titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire, sans remise en concurrence, sous réserve de la vérification par l'acheteur de la conformité des prestations proposées aux stipulations de l'accord-cadre et du marché subséquent concerné.

Pour chaque marché subséquent :

- **Transmission par l'acheteur** au titulaire :
 - du Cahier des clauses particulières du marché subséquent ;
 - de l'annexe financière du marché subséquent.
- **Transmission par le titulaire**, dans le délai fixé :
 - du cadre de réponse technique complété ;

- de l'annexe financière complétée.
- **Vérification par l'acheteur** de la conformité des éléments transmis aux exigences contractuelles de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Cette vérification porte exclusivement sur la conformité aux exigences contractuelles et ne donne lieu à aucune notation ni classement.

La conformité est appréciée notamment au regard des éléments suivants :

LOT 1 – Animations artistiques

- adéquation de la programmation avec le positionnement de l'événement (public cible, diversité artistique) ;
- respect des contraintes techniques définies (durée, nombre de scènes, horaires) ;
- respect du calendrier et du planning événementiel ;
- respect du budget plafond fixé pour le marché subséquent.

LOT 2 – Plan média / communication

- cohérence du plan média avec les objectifs et la cible de l'événement ;
- respect de la répartition des supports et canaux imposés ;
- respect des délais de production et de diffusion ;
- respect des volumes commandés

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.4 - E-attestations

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>
Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE Cedex CEDEX 07
Tél : 0562735757

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL)

Secrétariat général pour les affaires générales

103B Rue Belleville

BP 952

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05 55 12 20 47

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr